

COMMUNIQUE DE PRESSE

La direction de Team Partners Group, obéissant aux exigences de son actionnaire majoritaire le fonds d'investissement de Serge Weinberg, spécialiste du rachat d'entreprise en LBO, n'a pas respecté de trêve sociale pendant des congés d'été. Elle a au contraire choisi cette période pour accentuer les pressions sur les salariés du site Presse Informatique (PI) basé à Chantilly. C'est aussi en cette saison estivale qu'elle a décidé d'expérimenter un management de "crise" particulièrement agressif à l'égard des salariées d'Interdatem l'une de ses filiales, spécialisée dans la gestion des abonnements de la presse et de l'audiovisuelle.

Les salariés de PI se sont eux aussi vus confronter aux injonctions brutales de plusieurs dirigeants aux méthodes expéditives. Nos collègues ont ainsi fait l'objet de mesures d'éloignement de leurs postes de travail puis de mise à disposition pour remplacer des intérimaires d'une société du groupe pour effectuer une autre activité liée à la saisie de dons.

Bilan de ces grandes manoeuvres autoritaires qui se sont abattues sur 17 salariés, d'abord une intervention de l'inspection du travail de Creil est venue rappeler le 11 août 2009 aux représentants de l'employeur – aux méthodes expéditives – les règles de droit en matière de mise à disposition. Ensuite face à la résistance des salariés la direction a décidé de frapper fort et de faire un exemple en procédant au licenciement injustifié d'une salariée pour une faute grave imaginaire. En réalité c'est un refus de consentement aux exigences et méthodes de la direction qui est reproché à notre collègue Sophie Pennequin qui est depuis 4 ans salariée de PI. Résultat des opérations en "ressources humaines" du groupe TPG, ses collègues sont pour la plupart en arrêt maladie pour dépression et mal être au travail.

La direction de Team Partners Group refuse tout à la fois d'avoir à s'expliquer sur ces choix et de répondre aux demandes des salariés et de leurs représentants. Sophie Pennequin – à laquelle nous réaffirmons tout notre soutien – qui a été licenciée pour avoir osé demander à pouvoir se prononcer en toute connaissance de cause à partir de propositions écrites de la direction ; tout comme les représentants CGT SGLCE de Presse Informatique qui eux se voient eux assignés par PI et Datem devant le Tribunal de Grande Instance de Beauvais font les frais d'une stratégie de la tension initiée par la direction générale du groupe et mise en oeuvre par ses équipes de juristes et des ressources humaines afin d'éliminer les derniers remparts démocratiques et de mettre à mal les représentants CGT SGLCE de Presse Informatique.

C'est dans ce contexte de rentrée sociale en terrain miné que le 22 août 2009, un huissier de justice est venu remettre dans l'entreprise ou au domicile des représentants syndicaux une assignation du Tribunal de Grande Instance de Beauvais. L'audience est prévue pour le 7 septembre 2009 à 14H00. L'argumentaire juridique, tout aussi véhément que les pratiques sociales de la direction de TPG postule que Dominique Aygalenc et Bernard Parisot outrepassent leurs droits, tiennent des propos mensongers ainsi que quantité d'autres griefs totalement inacceptables aux yeux des directions de PI et de Datem

Se drapant dans des habits de victimes qui leur vont fort mal, les directions de PI et de Datem à court d'arguments, incapables de répondre clairement aux questions des élus et des représentants syndicaux sur les véritables raisons de la séparation de Presse Informatique en deux entités totalement distinctes tentent une opération de diversion. L'écran de fumée disparu la question du redressement annoncé par Team Partners Group pour 2011, alors qu'en 2008 un Plan de Sauvegarde de l'Emploi devait dès cette année redresser la situation de l'entreprise reviendra avec encore plus de pertinence.

Ces attaques totalement injustes et infondées ont pour but de déstabiliser et apeurer les salariés au travers mise à l'index patronal de leurs représentants. Par prise à partie les directions de PI et Datem tentent d'anéantir ceux qui défendent les droits des salariés et de faire disparaître la résistance de ceux que la direction pointe du doigt comme des « agitateurs ».

Véritables porte parole des salariés, les élus CGT SGLCE et les représentants syndicaux s'inquiètent des véritables desseins que Team Partners Group réserve à Presse Informatique et à ses salariés. En effet depuis que la logique purement financière a supplanté la logique industrielle, PI collectionne une politique commerciale déplorable, la fuite de dirigeants, l'augmentation de la délocalisation des travaux à Madagascar et prochainement vers le Maroc.

Une nouvelle fois nous ne pouvons que déplorer et nous opposer avec le soutien des salariés à la tactique de passage en force et l'absence manifeste de projet de développement industriel pour Presse informatique de sa direction. Une fois encore nous réaffirmons qu'en ce qui nous concerne nous privilégions la négociation collective et invitons la direction à prendre en compte nos demandes.

La section syndicale CGT SGLCE PRESSE INFORMATIQUE

Cauvigny, le 25 août 2009

Contact Délégué syndical CGT M. Bernard PARISOT

☎ : 03 44 12 56 08 – 03 44 12 51 22 . e-mail : cgtpresseinfo@yahoo.fr